Insee Première

N° 1568

Octobre 2015



Cinquante ans de consommation alimentaire : une croissance modérée, mais de profonds changements

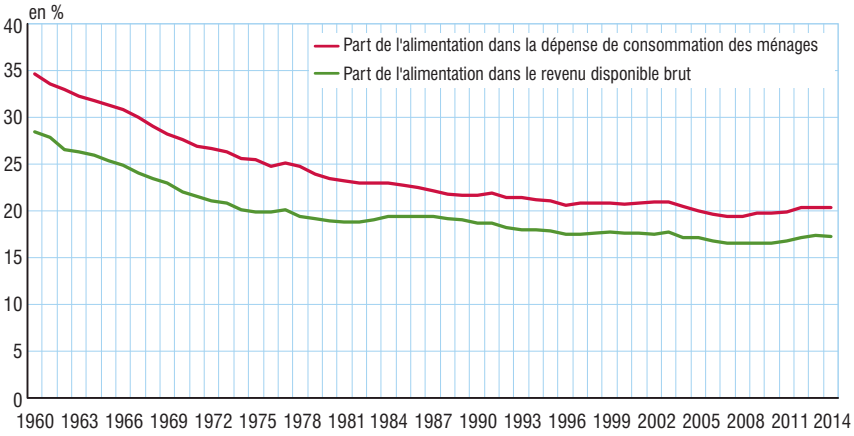
Depuis 1960, les ménages consacrent à l'alimentation une part de plus en plus réduite de leur dépense de consommation : 20 % en 2014 contre 35 % en 1960. En cinquante ans, la consommation alimentaire par habitant a malgré tout augmenté régulièrement en volume, mais moins rapidement que l'ensemble de la consommation. La composition du panier alimentaire s'est par ailleurs modifiée. La viande, les fruits et légumes, les pains et céréales et les boissons alcoolisées progressent moins vite que les autres produits alimentaires. Ils cèdent notamment du terrain aux produits transformés et aux plats préparés. La hausse du pouvoir d'achat des ménages, l'évolution contrastée des prix des différents produits et la baisse du temps consacré à la cuisine contribuent à la modification des pratiques alimentaires. Enfin, la consommation d'alcool au domicile devient plus occasionnelle ; elle intègre en outre de plus en plus d'alcools forts et de vins de qualité supérieure. Les prix pratiqués dans les cafés et restaurants s'accroissent sensiblement plus vite que ceux de l'alimentation à domicile.

Brigitte Larochette et Joan Sanchez-Gonzalez, division Synthèses des biens et services, Insee

En 2014, les ménages consacrent 232 milliards d'euros à leur budget « alimentation » *(définitions)*, à domicile ou en dehors du domicile, soit 3 600 euros en moyenne par habitant sur l'année. Ainsi, ils y affectent 20,4 % de leur dépense de consommation *(figure 1 ; encadré 1)*. Il y a un demi-siècle, cette part était beaucoup plus élevée (34,6 % en 1960) et l'alimentation constituait le principal poste de dépense des ménages. Depuis, cette part tend globalement à diminuer, en lien avec l'élévation du niveau de vie moyen *(encadré 2)*. De 1960 à 2014, la consommation alimentaire progresse certes en volume *(définitions)* par habitant, de 1,1 % par an en moyenne, mais deux fois moins rapidement que l'ensemble de la dépense de consommation. En revanche, les prix de l'alimentation évoluent au même rythme que ceux de l'ensemble de la consommation.

En 2014, les trois quarts du budget alimentaire concernent l'alimentation à domicile, le quart restant étant dépensé dans les restaurants, cantines, débits de boissons, etc. Cette structure a nettement évolué : en 1960, 86 % de la consommation alimentaire se faisait au domicile.

1 **Part de la dépense de consommation alimentaire dans le revenu disponible brut et la dépense de consommation des ménages de 1960 à 2014**



Source : Insee, comptes nationaux base 2010.

De moins en moins de viande dans le panier alimentaire

Les ménages ont profondément modifié leur panier alimentaire *(définitions)* depuis les années 1960 : la part des trois principaux postes (viande, fruits et légumes, pains et céréales) recule régulièrement *(figure 2)*. La part de la viande diminue depuis les années 1980 et n'atteint plus que 20 % en 2014, contre 26 % à son apogée en 1967 ; la viande reste toutefois la principale dépense du panier alimentaire en 2014. Ce recul provient à la fois de volumes et de prix moins dynamiques que ceux des autres composantes du panier. Les

crises sanitaires, récurrentes depuis 1996, ont aussi affecté la consommation, mais dans une moindre mesure : les consommateurs délaissent alors la viande incriminée pour se reporter sur d'autres viandes. Ainsi, lors de la crise de la vache folle en 1996, la consommation de bœuf a chuté (– 8 % en valeur et en volume par habitant), tandis que celle de cheval a bondi de plus de 12 % en valeur et volume et celle de volaille de 6 % en valeur (+ 3,8 % en volume). Les boissons alcoolisées et, dans une moindre mesure, les fruits et légumes occupent, en 2014, une part plus réduite dans le panier qu'en 1960. Il en est de même pour le budget global « pain et céréales » (13 % en 2014 contre 15 % en 1960) : la consommation de pain en volume diminue tandis que celle des autres produits à base de céréales (pâtes, biscottes, biscuits, riz, farine…) augmente.

À l'inverse, certaines dépenses prennent de plus en plus de place au sein du panier alimentaire : c'est le cas des plats préparés, des produits sucrés (sucre, confiserie, chocolat, confitures…) et des boissons non alcoolisées. Après avoir pris de l'ampleur entre 1960 et 1990 sous l'effet des hausses de prix, la part de la consommation en œufs et laitages, ainsi qu'en poisson, stagne depuis les années 1990.

Prix et pouvoir d'achat influent sur la composition du panier alimentaire

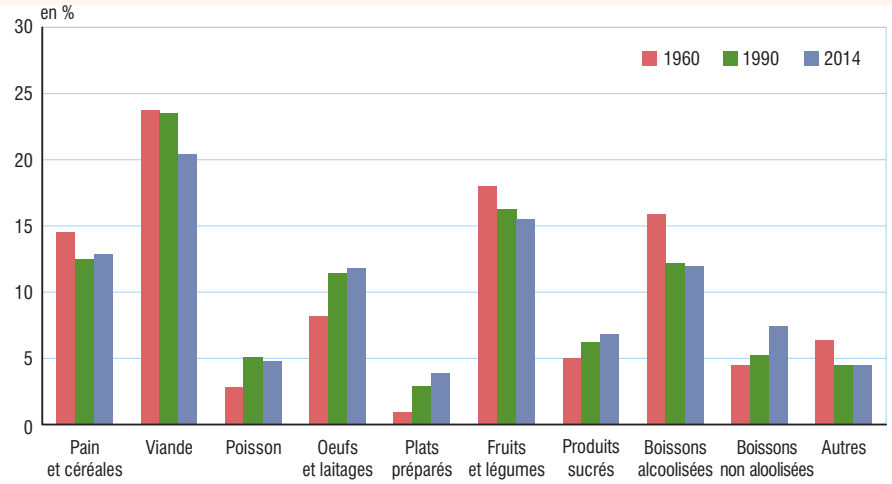
Différentes pour chaque aliment, les évolutions de prix influencent la composition du panier alimentaire. L'intensité de la réaction des ménages aux évolutions relatives de prix dépend en outre de l'aliment considéré : par exemple, les volumes consommés de lait, de yaourts et de viande de bœuf ou de mouton sont très sensibles aux variations respectives de leurs prix *(figure 3)*. Pour ces produits, une hausse de leurs prix relatifs se traduit par une forte baisse de leur consommation et *vice versa*. Pour d'autres produits, comme les pâtes alimentaires ou le pain, l'impact des hausses de prix est plus limité. Ce sont en effet des produits plus difficilement substituables.

De même, tous les produits alimentaires ne bénéficient pas de la même façon des hausses du pouvoir d'achat par habitant, ce qui fait varier le panier alimentaire des ménages. La consommation de pain ou de pâtes alimentaires baisse ainsi en volume lorsque le pouvoir d'achat progresse. Les ménages utilisent alors leur supplément de revenu pour consommer des aliments moins bon marché, comme la plupart des viandes, les jus de fruits et certains alcools (champagnes et mousseux). En revanche, pour d'autres aliments, la consommation s'avère assez indifférente aux hausses de pouvoir d'achat : c'est le cas de la viande de bœuf ou de veau, des fruits et légumes frais ou de la pomme de terre brute non transformée. Cette dernière constitue l'un des principaux produits de base de l'alimentation en France et est difficilement substituable par d'autres produits. Elle reste très appréciée, même si sa consommation se réduit légèrement (– 0,8 % par an en moyenne).

De plus en plus de plats préparés et de produits transformés

Au fil des décennies, les ménages consomment de plus en plus de plats préparés et de produits transformés tels que des légumes

2 Composition du panier alimentaire en 1960, 1990 et 2014



Source : Insee, comptes nationaux base 2010.

Encadré 1 Après 2007, la part du budget consacrée à l'alimentaire se redresse

Après 2007, la part de l'alimentation dans l'ensemble des dépenses de consommation repart à la hausse : après avoir atteint un point historiquement bas en 2007 à 19,4 %, elle remonte à 20,4 % en 2013, avant de s'infléchir très légèrement en 2014. Cette hausse interrompt ainsi une tendance baissière à l'œuvre depuis le début des années 1960. Ce retournement est dû à la conjonction de deux facteurs. Le ralentissement du pouvoir d'achat depuis 2008 affecte peu les achats alimentaires en volume alors que les autres dépenses de consommation freinent fortement. Par ailleurs, les prix de l'alimentation sont nettement plus soutenus que ceux du reste de la consommation.

Durant la période 2007-2014, certaines tendances se sont renforcées. Ainsi, la persistance des hausses de prix de la viande et les différentes crises sanitaires contribuent à la stagnation de la consommation alimentaire en volume. Les ménages se détournent également du poisson et des crustacés au profit des œufs, meilleur marché. La consommation de fruits et légumes est globalement atone de 2008 à 2012 avant de rebondir en 2013 et 2014. Elle dépend de la disponibilité des produits et de leurs prix qui peuvent fluctuer fortement d'une année sur l'autre en raison des conditions météorologiques. En revanche, la consommation de pain et de céréales accélère depuis le début de la crise de 2008 (+ 1,0 % en volume en moyenne par an et par habitant contre 0,0 % entre 2000 et 2007). Enfin, les différentes campagnes de prévention, la taxation plus importante des boissons alcoolisées dans le cadre des plans Santé et les contraintes financières des ménages limitent la consommation de boissons alcoolisées ; celle-ci est désormais orientée à la baisse, quel que soit le type d'alcool hormis les vins de consommation courante. Même les champagnes et vins de qualité supérieure sont touchés, ce qui n'était pas le cas avant 2008.

Encadré 2 Les ménages peu aisés consacrent une plus grande part de leur budget à l'alimentation à domicile

Avoir un faible niveau de vie conduit à affecter une part plus élevée de son budget à l'alimentation à domicile : selon l'enquête Budget des familles de 2011, les ménages du premier quintile de niveau de vie *(définitions)* y consacrent 4,5 points de plus que les ménages du cinquième quintile. À niveau de vie équivalent, la part de l'alimentation à domicile est plus grande pour les ménages qui ont des enfants. Il en est de même si les ménages sont plus âgés que la moyenne ou s'ils sont employés ou ouvriers.

Ces caractéristiques socioéconomiques influent également sur la composition du panier alimentaire : pour les ménages peu aisés, le panier comporte davantage de pain et céréales, mais moins de poisson, de boissons alcoolisées, de fruits, et légèrement moins de viande. Celui d'un ménage plus âgé comprend davantage de viande, de poisson, de fruits et légumes, mais moins de boissons alcoolisées et de plats préparés. Le panier d'un agriculteur contient moins de légumes et de boissons alcoolisées en raison d'une autoconsommation élevée en ces produits. Il inclut également moins de poisson, mais plus de pain et céréales. Un ménage habitant en milieu rural achète moins de fruits et légumes qu'un ménage parisien. Enfin, la présence d'un enfant au sein du ménage conduit à consommer plus de viande, de produits laitiers et de légumes, mais relativement moins de boissons alcoolisées.

Par ailleurs, hors domicile (restaurants, débits de boissons, cantines, etc.), de fortes disparités de dépenses existent : les ménages dont la personne de référence est cadre ou exerce une profession libérale, a moins de 35 ans, habite une grande ville ou a un niveau de vie élevé y consacrent une plus grande part de leur budget.

déjà coupés ou des pommes de terre en purée. Depuis 1960, la consommation de plats préparés s'accroît de 4,4 % par an en volume par habitant (contre + 1,2 % pour l'ensemble de la consommation alimentaire à domicile). Les changements de modes de vie s'accompagnent d'une réduction du temps de préparation des repas à domicile (– 25 % entre 1986 et 2010) et profitent à des produits faciles d'emploi, tels que les pizzas ou les desserts lactés frais. Parfois, cette recherche de praticité se fait au détriment de produits bruts et non transformés : par exemple, les produits dérivés de la pomme de terre progressent tandis que les pommes de terre brutes reculent (+ 3,0 % par an en volume par habitant contre – 0,8 %). De même, inexistante en 1960, la consommation de légumes coupés ou emballés s'est fortement développée depuis les années 1990 alors que celle de légumes non transformés reste stable.

Les recommandations sanitaires se succèdent pour orienter les ménages vers une alimentation plus saine

Depuis les années 1980, les consommateurs reçoivent des recommandations sur la façon de s'alimenter, par le biais de nombreux discours nutritionnels. Ceux-ci préconisent une réduction des matières grasses, des produits sucrés et des protéines animales. Des campagnes de prévention sont organisées, parfois couplées à des mesures fiscales spécifiques comme la taxe sur les boissons sucrées non alcoolisées telles que les sodas. Les effets sur la consommation des ménages ne sont pas toujours bien visibles. C'est le cas du programme « Manger au moins 5 fruits et légumes par jour » lancé en 2007 : entre 2006 et 2008, la consommation de légumes progresse de 0,6 % par an et par habitant en volume, celle de fruits se contracte de 2,3 %, les prix des fruits ayant certes beaucoup augmenté sur cette période. Quelques mois après le lancement de cette campagne, une étude de l'Inpes montrait que 93 % des Français avaient eu connaissance de ce message, mais que seuls 3 % d'entre eux déclaraient avoir changé d'alimentation volontairement sur cette période. Depuis 2009, la consommation en légumes est restée stable en moyenne annuelle, celle de fruits a progressé (+ 1,0 % par an et par habitant en volume).

Les ménages privilégient de plus en plus les vins de qualité supérieure

En cinquante ans, les ménages ont profondément modifié leur consommation de boissons alcoolisées à domicile *(figure 4)*. Globalement, la consommation d'alcool devient plus occasionnelle : les ménages privilégient de plus en plus les vins de meilleure qualité. Ainsi, ceux de qualité supérieure progressent au détriment des vins de consommation courante (+ 1,8 % par an en volume par habitant contre – 2,7 %). Par ailleurs, les achats d'alcools forts sont dynamiques (+ 2,2 % par an).

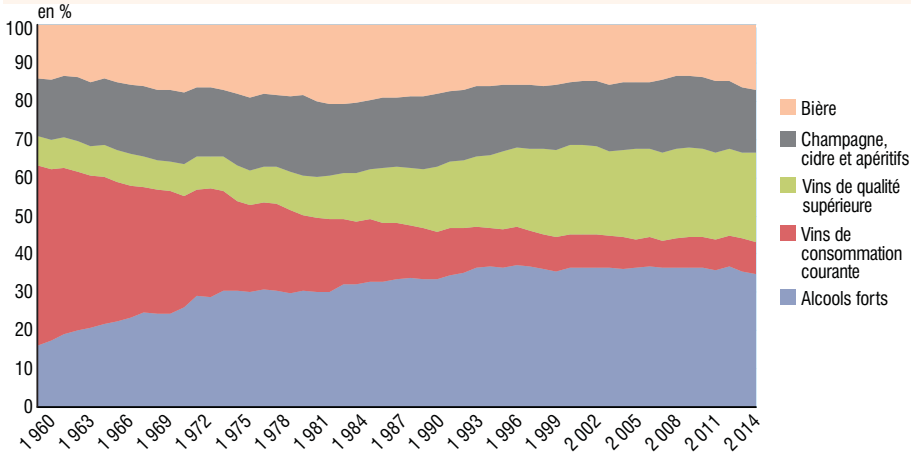
Au total, les vins de consommation courante ne représentent plus que 9 % de la consommation de boissons alcoolisées en valeur, contre 47 % en 1960. La part des vins de qualité

3 Impact d'une hausse de prix ou de revenu sur les principaux produits de la consommation alimentaire*

	Hausse du prix relatif	Hausse du pouvoir d'achat
Forte baisse du volume consommé	Biscuits, biscottes, pâtisserie de conservation Mouton Bœuf Lait Poissons congelés Fruits frais non tropicaux Yaourts et desserts lactés Glaces et sorbets Chocolats et confiserie Jus de fruits	
Faible baisse du volume consommé	Veau Viande de volaille Fruits tropicaux Pommes de terre non transformées Légumes frais	Pâtes alimentaires Pain
Stabilité du volume consommé	Pâtes alimentaires Pain Charcuterie Porc Poissons frais non transformés Poissons frais en morceaux Confitures et gelées Beurre Eaux-de-vie Champagnes et mousseux Vins de qualité supérieure	Biscuits, biscottes, pâtisserie de conservation Bœuf Veau Poissons congelés Fruits tropicaux Fruits frais non tropicaux Pommes de terre non transformées Légumes frais Vins de qualité supérieure
Faible hausse du volume consommé		Charcuterie Poissons frais non transformés Lait Chocolats et confiserie Confitures et gelées Beurre Eaux-de-vie
Forte hausse du volume consommé		Mouton Porc Viande de volaille Poissons frais en morceaux Yaourts et desserts lactés Glaces et sorbets Jus de fruits Champagnes et mousseux

* Voir la méthodologie dans le paragraphe *Sources*.
Lecture : à long terme, lorsque le prix relatif des biscuits, biscottes et pâtisserie de conservation augmente (respectivement diminue), le volume consommé baisse fortement (respectivement augmente fortement).
Source : Insee, comptes nationaux base 2010, calcul des auteurs.

4 Répartition de la consommation de boissons alcoolisées de 1960 à 2014



Source : Insee, comptes nationaux base 2010.

supérieure passe, elle, de 8 % à 23 % et celle des alcools forts de 16 % à 35 %.

Les cafés et restaurants coûtent de plus en plus cher

En 2014, les ménages ont dépensé 59 milliards d'euros pour leur alimentation hors domicile *(définitions)*, soit 26 % de leur budget alimentaire. De 14 % en 1960, cette part n'a cessé d'augmenter sous l'effet des hausses de prix successives. En effet, manger à l'extérieur coûte de plus en plus cher : depuis 1960, les prix ont augmenté de 5,9 % par an en moyenne, soit davantage que les prix de l'alimentation au domicile (+ 4,0 % par an). Parallèlement, l'alimentation hors domicile s'accroît moins rapidement en volume que l'alimentation au domicile (+ 0,7 % par an et par habitant entre 1960 et 2014 contre + 1,2 %). Les évolutions annuelles de l'alimentation hors domicile sont très volatiles : plus facilement arbitrable, cette dépense est sensible aux variations de prix et aux fluctuations de revenus. Enfin, l'alimentation hors domicile dépend aussi des changements de modes de vie : les ménages se détournent des débits de boissons (– 2,0 % par an en volume par habitant), mais ils fréquentent davantage les restaurants et les cantines (+ 1,6 % par an). ■

Sources

En dehors des **comptes nationaux en base 2010**, plusieurs sources ont été utilisées :
- l'enquête **Budget des familles 2011** de l'Insee ;
- l'enquête « **post-test des messages sanitaires apposés sur les publicités alimentaires auprès des 8 ans et plus** » réalisée par BVA en octobre 2007 pour l'Inpes.

Les **modèles économétriques** servant au calcul des élasticités prix et revenus *(figure 3)* sont fondés sur les données des comptes nationaux (consommation des ménages) entre 1960 et 2014. Pour chaque produit, un modèle à correction d'erreur explique la croissance de la consommation en volume en fonction d'une constante, d'une tendance, de la croissance du pouvoir d'achat et de l'évolution relative du prix du produit par rapport à l'évolution moyenne des prix alimentaires. Pour éviter les effets « taille de population », les quantités sont divisées par le nombre d'habitants. Lorsque le modèle estimé est significatif, les élasticités prix et revenu correspondent aux paramètres estimés de l'équation de long terme.

Définitions

Le **budget « alimentation »** regroupe l'alimentation à domicile (c'est-à-dire les produits alimentaires et les boissons) et l'alimentation hors d.omicile.

Le **volume** prend en compte à la fois l'évolution des quantités consommées et l'évolution de la qualité de ces produits. À titre d'exemple, supposons qu'une pomme soit remplacée par une autre pomme l'année suivante. Si le prix de la pomme à l'unité a augmenté et que la qualité des deux produits est identique (les produits sont totalement équivalents), cette hausse de prix est enregistrée telle quelle. En revanche, si la qualité a aussi augmenté (par exemple la pomme est bio ou d'un meilleur calibre, etc.), un effet prix et un effet qualité sont distingués. La différence de qualité est intégrée dans le volume consommé au même titre que l'évolution des quantités. En contrepartie, la hausse de prix finalement enregistrée est moindre que celle du prix unitaire affiché.

Le **panier alimentaire** désigne la composition de la dépense alimentaire à domicile.

Les **produits alimentaires** regroupent les pains et céréales (y compris les pâtes alimentaires et la pâtisserie), les viandes, les poissons et crustacés, les œufs, les produits laitiers, les fruits, les légumes, les plats préparés (à base de poissons, de pâtes, de viande ou d'un autre produit, les pizzas fraîches et les soupes et potages), les produits sucrés (glaces, sorbets, miel, etc.) et les autres produits (matières grasses, épices, etc.).

Les **boissons** regroupent les boissons non alcoolisées (eaux de table, jus de fruits, café, thé, cacao) et les boissons alcoolisées (alcools forts, vins, cidres, champagnes et bières).

L'**alimentation hors domicile** regroupe les restaurants, les cafés, les traiteurs, les cantines ainsi que les achats de sandwichs. En revanche, elle ne comprend pas les petits-déjeuners pris lors d'un séjour à l'hôtel, dont le poids est faible par rapport aux autres dépenses hors domicile.

Le **niveau de vie** d'un ménage rapporte le revenu déclaré par le ménage à l'enquête à son nombre d'unités de consommation (UC). Dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres personnes de plus de 14 ans pour 0,5 UC et les moins de 14 ans pour 0,3 UC. Si l'on ordonne la distribution des niveaux de vie, les **quintiles** sont les valeurs qui partagent cette distribution en cinq parties égales. Ainsi, le premier quintile est le niveau de vie au-dessous duquel se situent les 20 % de personnes ayant les niveaux de vie les plus faibles. De même, le cinquième quintile est le niveau de vie au-dessus duquel se situent les 20 % de personnes ayant les niveaux de vie les plus élevés.

Bibliographie

- Berger E., « Consommation par habitant : la France au-dessus de la moyenne européenne », *Insee Première* n° 1523, novembre 2014.
- « Depuis la crise de 2008, les ménages réduisent leurs achats des biens et services les plus faciles à couper ou reporter », dossier de l'Économie française 2014, *Insee Références*, édition 2015.
- « La dépense alimentaire des ménages français résiste à la crise », *Les synthèses de FranceAgriMer*, n° 4, septembre 2014.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin,
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu
Maquette : C. Kohler
Impression : Jouve
Code Sage IP1568
ISSN 0997 - 3192

- ***Insee Première*** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : www.insee.fr/collections-nationales
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : http://www.insee.fr/abonnements

Pour vous abonner à ***Insee Première*** et le recevoir par courrier : http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16

Insee
Mesurer pour comprendre